

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Béthune

LILLE, le 26/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur :  **GÉORISQUES**

**POLYNT COMPOSITES FRANCE**

BP 19  
DROCOURT  
62320 Drocourt

Références : B1-089-2024  
Code AIOT : 0007000789

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur



la commune de Rouvroy.

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain Reichhold.

Le site de DROCOURT est spécialisé dans la conception :

- de résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) ;
- de gelcoat (peintures réactives) ;
- de colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) ;
- d'un nettoyant industriel COV-free ;
- d'additifs dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement POLYNT COMPOSITES est autorisé par différents arrêtés préfectoraux pris entre 1970 et 2018. Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour le site.

Ce site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

Suite à l'accident survenu sur le site LUBRIZOL à Rouen le 26 septembre 2019, il a été constaté entre autres l'incapacité de l'établissement incriminé à produire un état des stocks des différentes matières présentes sur le site et susceptibles d'alimenter le sinistre en cours. La réglementation s'est inspirée du retour d'expérience de ce sinistre pour imposer aux exploitants concernés, au travers de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, d'être entre autres en capacité de disposer d'un état des stocks des matières présentes dans l'établissement dans le but de servir les besoins d'une éventuelle gestion de crise.

En 2023, une action régionale de contrôle du respect de ces dispositions (**État des matières stockées**) est intervenue dans de nombreux établissements industriels classés SEVESO de la région Hauts-de-France. Le présent établissement n'ayant pas été contrôlé, une telle visite intervient en 2024 dans les mêmes conditions que celles déployées en 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;



- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées – Généralités	article 49	
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.	Sans objet
4	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à destination des autorités et un autre simplifié pour l'information de la population.

Ce dernier comporte de nombreuses informations, parfois de manière redondante, sans répondre en l'état pleinement aux obligations réglementaires qui s'y imposent notamment pour la version à destination des autorités et de la fréquence minimale de mise à jour des données.

Le fichier prévu pour établir cet état est à revoir afin que les fonctionnalités soient toutes opérationnelles et gagnerait à être simplifié pour éviter les répétitions sources d'erreur.

Les améliorations ainsi que les éléments de justifications demandées sont attendues sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats :



Présence d'un État des matières stockées ?

Oui, au moment de l'inspection, l'état des matières stockées était composé de plusieurs fichiers envoyés par mail aux personnes pouvant être d'astreinte et au poste de garde ainsi qu'un résumé affiché en salle POI :

- un fichier composé de multiples onglets dénommé « Stocks Usine Arkéma+ Polynt+ autres », .xlsx regroupant les produits présents dans les différentes unités du site appartenant soit seulement au groupe Polynt et soit partagée avec le groupe Arkéma, établi chaque jour par le service logistique à partir d'extractions de bases SAP (progiciel de gestion intégrée) et de requêtes spécifiquement créées pour cela ;
- un fichier concernant les déchets mis à jour chaque semaine.

Post inspection, par mail du 20/03/2024, l'exploitant a adressé un nouvel état simplifié dénommé « stocks usine par zone géographie (en Kg) » qui comporte les produits comme les déchets en distinguant :

- parmi les déchets, les catégories toxiques, liquides inflammables, dangereux pour l'environnement et une « autre » pour le reste,
- parmi les produits, les 3 mêmes premières catégories ainsi que 2 autres distinguant parmi les produits combustibles non classés « les emballages/ palettes bois (combustibles) » ainsi que « Non classées (liquides combustibles ou solides) ».

L'exploitant a également transmis une nouvelle consigne « État des stocks » référencée « DRT-05-C034 » en date du 12/03/2024 qui décrit les modalités à suivre pour établir deux types d'état des stocks auprès du service logistique puis le personnel d'astreinte :

- celui dit détaillé qui indique les quantités présentes pour chaque catégorie précitée par emplacement physique ou lieu de stockage (cuvette, local, dalle etc.) ;
- celui dit synthétique à destination des populations.

Ces états restent établis à partir du fichier « USINE Arkema+Polynt+autres.xlsx » généré chaque jour par le service logistique qui le transmet par mail aux personnels d'astreinte POI. Ce mail comporte un lien pour accéder au fichier Excel stocké sur le sharepoint du site.

L'état des matières stockées intègre-t-il l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées)?

Oui mais sans mention explicite pour les déchets.

Du côté des produits, la dénomination de la catégorie « produit non dangereux » de la version de l'état présentée pendant l'inspection a été remplacée par 2 catégories dénommées « Non classées (liquides combustibles ou solides) » et « Emballages + palettes bois (combustibles) ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 :

Concernant l'état des matières stockées, l'exploitant veillera à :

- rendre plus explicite les catégories de la partie déchets (notamment celle « autres ») afin d'y prendre en compte tous les déchets combustibles mêmes non considérés comme déchets dangereux, les eaux d'estérification ainsi que les boues de STEP (déchets dangereux stockées sur site avant d'élimination à l'extérieur)
- utiliser la même unité pour le poids de toutes les matières (produits comme déchets)
- y ajouter une date.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités

Prescription contrôlée :

1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  
Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  
Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Constats :

La consigne « État des stocks » référencée « DRT-05-C034 » précise que le DOI envoie aux autorités la totalité du fichier à multiples onglets plus de 15) « stocks USINE Arkema+Polynt+autres.xlsx » qui comporte notamment :

- l'extraction brute des données de SAP,
- divers listings retravaillés,
- les dangers pour les matières premières classées par code SAP avec leur nom chimique et commercial, leur état, les phrases de dangers, les pictogrammes ;
- les dangers des produits finis classés par code produit avec le nom commercial et la phrase de danger majorante ;
- les quantités stockées par lieu de stockage sur l'onglet « RECAP USINE ».

Un focus sur les quantités stockées dans la zone concernée par le sinistre est établi par le DOI en sélectionnant cette zone sur l'onglet « Recap Usine » du fichier entier et est joint à l'état détaillé pour les autorités comme celui dit synthétique pour l'information de la population.

Les catégories de matières diffèrent entre les états des stocks dits détaillé comme synthétique, et celles mentionnées dans le « RECAP USINE » rendant le lien entre ces documents difficiles à faire et une source d'erreur.

Identification des matières stockées allant au-delà d'un nom commercial ou d'une référence produit ?

Oui mais de manière non homogène entre les documents présentés et même sur un même support. L'état des stocks détaillé répartit les produits et les déchets par catégories mentionnées au point de contrôle précédent tandis que l'onglet « RECAP USINE » détaille les produits selon d'autres dénominations pouvant être le nom de produit (comme le toluène) s ou des types de dangers (Toxicité aiguë catégorie 1/2/3, dangereux pour l'environnement ou liquides inflammables etc.). Sur l'état des stocks détaillé, l'identification n'est pas identique entre la partie récapitulative (entourée en bleu sur la consigne) et le tableau détaillé avec les lieux de stockage qui est en dessous.

Quantité appréhendable (exprimée en kg ou tonnes) et non en unité de produit/réceptacle ?

Oui, partiellement.



Les quantités sont exprimées en kg et sont spécifiées par les grandes catégories dans l'état détaillé (cf. point de contrôle n°1).

Dans l'onglet « RECAP USINE », où la rubrique principale 4xxx correspondant aux produits est indiquée, toutes les quantités ne sont pas affichées suite à des erreurs de formule de calcul depuis les extractions SAP.

Localisations ?

Oui, partiellement.

La localisation est indiquée dans la colonne « lieu de stockage » pour les produits comme les déchets dans le nouvel état détaillé. Elles sont également indiquées dans l'onglet « RECAP USINE » mais qui ne concerne que les produits.

Un plan PGU06 quadrillé ainsi qu'un fichier « légende du plan » listant le code adresse de chaque lieu (fait d'une lettre et d'un chiffre) sont visés dans la consigne DRT-05-C034 mais cette dernière ne précise pas qu'ils accompagnent l'état des stocks.

- Indication des différentes familles de mention de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ?

Oui, partiellement.

Les mentions de dangers ne sont pas précisées dans l'état détaillé et ni le code Hxxx dans le « RECAP USINE » mais les libellés des familles de mention de dangers conduisant à un classement en rubrique 4xxx sont précisées au niveau de l'onglet « RECAP USINE » du fichier complet « Stocks USINE Arkéma et+ Polynt+autres ». Mais, ce dernier ne comporte pas les mêmes catégories de produits que l'état détaillé et ne mentionne pas les déchets.

Précision des grandes familles pour les matières non dangereuses (au sens de la nomenclature) selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ?

Oui, partiellement.

Les précisions données sont uniquement celles de la dénomination des catégories dans l'état des stocks détaillé sans distinction entre les matières dangereuses ou non au sens de la nomenclature des ICPE tandis que dans l'onglet « RECAP USINE » il y a une unique catégorie « non dangereux » sans lien avec un éventuel risque présenté en cas d'incendie.

Identification des stockages particuliers (piles et batteries) ?

Le site n'est pas concerné.

L'exploitant a indiqué que le site de fabrication de produits chimiques n'est pas susceptible d'accueillir de stockage de piles ou de batteries. L'exploitant est néanmoins invité à le vérifier et l'écrire officiellement.

Identification des déchets susceptibles de contribuer à la détermination du statut Seveso ?

Non, sachant que ce site chimique est classé Seveso Seuil haut pas dépassement direct pour la présence de produits.

Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que le classement Seveso d'un site peut être lié à la présence de produits comme de déchets sur ce dernier.

Cet inventaire permet-il de vérifier le classement ICPE du site ?

Partiellement.

L'onglet « RECAP USINE » mentionne la ou les mentions de danger ainsi que les rubriques ICPE pour lesquelles les produits stockés pourraient être concernés. Mais, il y a des erreurs dans l'affichage des quantités présentes et un double classement pouvant être fait, les totaux diffèrent de ce qui peut figurer dans le tableau de classement ICPE du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :



**Demande de justification n°1 :**

Actuellement, le site dispose de différents documents ou onglets d'un même fichier constituant l'état des stocks pour les autorités qui :

- répondent partiellement aux exigences fixées par l'article 50 de l'AM du 4/10/2010 modifié précité,
- ne sont pas toujours cohérents entre eux,
- ne permettent pas un accès aisé et rapide à l'information devant naviguer entre les documents ou onglets d'un même fichier pour y trouver les différentes réponses.

Aux vus des constats susmentionnés, l'exploitant doit revoir l'architecture de l'état des matières stockées à destination des autorités afin de réunir l'ensemble des réponses aux exigences s'y imposant

dans le minimum de supports cohérents entre eux et vérifiés.

Ainsi, dans un état des stocks à destination des autorités, concis et fiabilisé, l'exploitant :

- s'attachera à ajouter l'ensemble des familles de mention de dangers (Hxxx) pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ;
- s'assurera que les dénominations des catégories pour les matières (produits comme déchets) non dangereuses (au sens de la nomenclature) correspondent à une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie par ces matières.
- explicitera comment le lien est fait entre cet état et les quantités de matières et déchets présents sur site issues du logiciel SAP voire d'autres bases et remis en forme dans le fichier « Stocks Usine » (cette explication pourra être utilement portée sur l'instruction) ;
- mentionnera l'absence de stockage de piles et batteries ;
- vérifiera la bonne prise en compte des bouteilles de gaz et autres produits utilisés par les services annexes à la production comme pour la maintenance des installations ainsi que les emballages usagés ;
- homogénéisera le nom des catégories mentionnées entre supports comme au sein d'eux ;
- explicitera (dans la consigne afférente) que le plan du site et du fichier légende associé soient joints à l'état des stocks à transmettre aux autorités.
- permettra à travers l'état des stocks de vérifier à l'instant t le classement ICPE du site.

Il transmettra au Préfet et à la DREAL, sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, son état ainsi modifié.

**Demande n° 2 :**

L'exploitant modifiera son état des matières stockées afin qu'il permette de vérifier le classement du site selon de la nomenclature des ICPE en temps réel.

L'exploitant tiendra informé l'Inspection des modifications ainsi apportées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

**N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population

Prescription contrôlée :

2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de

stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**Constats :**

En sus des constats des points de contrôle précédents, l'exploitant dispose d'un état simplifié destinée à l'information des populations.

Ce dernier couvre les produits comme les déchets et est présent sur le même document « état des stocks » avec en premier sa version dite synthétique sous laquelle se trouve dans sa version détaillée la localisation des emplacements physiques des matières avec la précision de la quantité présente par lieu.

Les codes des zones du site où sont localisées ces matières sont mentionnées dans la version PDF de cet état transmis par l'exploitant post inspection (mail du 8/03/2024).

Les produits combustibles non classés dans une rubrique ICPE sont comptabilisées dans les catégories « Emballages + palettes bois (combustibles) ou Non classés (liquides combustibles et solides) ».

Pour les déchets, il n'est pas précisé de catégorie combustible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°3 :**

Afin d'améliorer, l'état des matières stockées destiné à l'information des populations, l'Inspection recommande à l'exploitant de :

- distinguer la quantité de produits et de déchets ainsi que la quantité d'éventuels déchets « combustibles » ;
- revoir le libellé des catégories de produits afin de préciser la forme des produits (liquides, gazeux ou solides) ainsi qu'homogénéiser les 2 catégories des produits non classés/ combustibles (« liquides et solides combustibles non classés » ?),
- ajouter une localisation à une échelle moins précise que dans l'état détaillé pouvant être utilisé pour l'information des populations.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 4 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

**Constats :**

Les FDS des matières dangereuses stockées sont-elles disponibles sur le réseau informatique du site (via le SharePoint du site) et également donc accessible à distance de ce dernier.



La base est utilisée par les services Achat, R&D et HSE qui participent à l'examen d'un nouveau produit avant utilisation sur site.

Les FDS sont par couple produit/fournisseur. La base en comporte plus de 1500 avec en moyen 4 fournisseur pour environs 400 référence produit pouvant être accepté sur site.

Les 2 FDS pour le DCPD consultées datent d'au plus 2018.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4 :**

L'Inspection invite l'exploitant à se fixer une fréquence pour vérifier si les FDS restent à jour.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 5 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité des documents

**Prescription contrôlée :**

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

Un état des matières stockées a-t-il pu être présenté dans un délai raisonnable? Oui

- L'inventaire est-il accessible en cas de sinistre? Oui, l'état des matières stockées sous sa forme détaillée et synthétique est éditable, même en dehors du site, à partir de données préparées et transmises par mail chaque jour par le service logistique et de la consigné pour l'établir référencée DRT-C05-034. Un lien dans ce mail permet d'accéder au fichier de données stocké sur le Sharepoint de l'entreprise.

- Qui est en mesure d'éditer cet état?

Il est prévu que tout cadre pouvant être d'astreinte puisse éditer selon la consigné prévue à cet effet.

L'édition devant être faite par ces personnes, l'entraînement de ces personnes à sa réalisation paraît nécessaire pour garantir sa réalisation rapidement en toute circonstance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5 :**

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre la preuve de la réalisation des entraînements réguliers des personnes pouvant faire partie de l'équipe POI afin de garantir qu'elles établissent en permanence rapidement (en moins de 15 min en toutes circonstances) les états des matières stockées à destination des autorités et pour l'information de la population.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 6 : État des matières stockées – Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Mise à jour</u> Fréquence journalière pour les quantités des produits dangereux et non dangereux mais à vérifier pour les déchets dangereux. Ces quantités sont recalées par un inventaire physique est réalisé une fois par an de manière tournante.</p> <p><u>Plan général</u> L'état comporte un plan des installations (cf. points de contrôle précédents).</p> <p><u>Référencement de l'état dans le POI</u> L'état des stocks est présenté dans le POI (version 02/2024) transmis par mail du 17 avril (page 14 du Cahier 2 - 3<sup>e</sup> intervention) avec mention des versions détaillée et synthétique. La consigne pour l'établir référencée DRT-C05-034 y est également mentionnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande de justification n°2 :</u> L'exploitant transmettra au Préfet et à la DREAL, sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, les éléments justifiant la mise à jour de l'état des stocks quotidiennement pour tous les déchets dangereux et hebdomadairement pour les déchets non dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Prescription contrôlée :</b>



1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à la DREAL un projet de mise à jour du POI intégrant notamment le référencement de l'état des matières stockées.

Un projet mail aux différentes autorités a été transmis pour les informer du référencement dans le POI et des modalités d'édition de l'état des stocks. Ce dernier est à utiliser pour informer les autorités sur les modalités du référencement de l'état des stocks dans le POI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°6 :**

Consulter sans attendre les autorités à savoir si la mise à disposition prévue dans le POI transmis leur convient et transmettre la preuve de cette consultation à la DREAL.

**Type de suites proposées : Sans suite**

